

Avis d'Appel Public à la Concurrence - Procédure adaptée

Marché de prestations de coordination de sécurité et de protection de la santé

CENTRAL LYON – CAMPUS SAINT ETIENNE – BATIEMENT C

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : COMUE LYON SAINT ETIENNE POUR LE COMPTE DE L'ECOLE CENTRALE DE LYON (MAITRE D'OUVRAGE).

Correspondant : Marchés publics, Université de Lyon, 92 rue Pasteur - CS 30122 - 69361 Lyon Cedex 07 - adresse internet : <http://www.universite-lyon.fr>

Objet du marché : Le présent marché porte sur une mission de coordination sécurité et protection de la santé (CSPS) pour le projet de Curage, Désamiantage, Restructuration et Rénovation énergétique du bâtiment C du campus de la Métare.

Les prescriptions techniques relatives aux missions du titulaire et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Lieu d'exécution : Bâtiment C – Campus de la Métare, Site de la Faculté des Sciences et Techniques (FST), 21-23 rue du Docteur Paul Michelon, 42100 Saint-Etienne.

Caractéristiques principales :

- **Forme du marché :** Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.
- **Type de procédure :** Le présent marché est lancée en procédure adaptée en application des articles L 2123- 1 et R 2123- 1 du Code de la Commande Publique.
- **Des variantes seront-elles prises en compte :** Non
- **Durée et délais d'exécution :** Le marché est conclu pour une durée de 5 ans à compter de sa date de notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution. Le présent marché est conclu pour une durée de 5 ans à compter de la date de sa notification.
Cette durée est justifiée par la nature et la complexité de l'opération concernée. En effet, l'opération porte sur des travaux de curage, de désamiantage, de réhabilitation et de restructuration complexe, dans le cadre de la réutilisation d'un ancien bâtiment d'enseignement. Ce bâtiment est situé en site occupé, imbriqué dans un Établissement Recevant du Public (ERP) global, avec plusieurs utilisateurs.
Ces conditions impliquent une organisation technique exigeante, des interventions en milieu contraint et une planification rigoureuse sur le long terme.
Dans ce contexte, la continuité de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS), entre la tranche ferme et les tranches optionnelles, est indispensable. Une durée de cinq ans permet ainsi d'assurer cette cohérence tout au long de l'opération.

Les délais d'exécution du marché sont fixés aux articles 5 et 12 du C.C.P.

- Conditions de participation des concurrents : En cas de candidature en groupement d'opérateurs économiques, aucune forme juridique déterminée n'est imposée au groupement par le pouvoir adjudicateur au stade du dépôt de la candidature et de l'offre, conformément aux dispositions de l'article R.2142-22 du code de la commande publique. Les modalités relatives aux groupements sont prévues à l'article 2.4 du Règlement de la Consultation (RC).

Décomposition du marché en tranches ou en lots :

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le présent marché est ainsi divisé en une tranche ferme et deux tranches optionnelles conformément au découpage des travaux :

Missions de base	Curage et désamiantage + Travaux intérieur			Travaux de rénovation énergétique
	Phase 0 - R+3	Phase 1 - RDC & R+2	Phase 2 -R+1	Phase 3
Examen des études de conception et analyse des risques				
Rédaction de la Déclaration Préalable				
Ouverture du registre-journal				
Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO)				
Elaboration du Plan Général de Coordination SPS (PGC)				
Dossier de Consultation des Entreprises et analyse des offres				
Assistance à l'ouverture du chantier – Inspections communes préalables				
Examen et harmonisation des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)				
Constitution et animation du CISSCT				
Participation aux réunions de chantier hebdomadaire				
Tenue et mise à jour du registre journal				
Tenue et mise à jour du PGC				
Suivi, mise à jour et finalisation du DIUO				

Renseignements relatifs au marché :

Marché de prestations de coordination de sécurité et de protection de la santé

CENTRALE LYON – CAMPUS SAINT ETIENNE – BATIMENT C

C.P.V. - Objet principal : 71317210-8 - Services de conseil en matière de santé et de sécurité

Visite facultative sur site :

Dans le cadre de la présente consultation, il n'est pas prévu de visite des lieux. Les candidats pourront toutefois se rendre librement sur site pour examiner les conditions d'exploitation actuelle de l'établissement.

Modalités essentielles de paiement :

Les modalités de règlements des comptes sont indiquées à l'article 11 du CCP du marché.

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas 3 mois conformément au Code de la Commande Publique. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture) adressée au mandataire du maître d'ouvrage par le titulaire, à laquelle il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Les acomptes sont mis en paiement après certification du service fait.

La remise d'une demande de paiement (facture) intervient après l'admission des prestations concernées. Le calcul des sommes dues est établi par le titulaire. La demande de paiement établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de ces prestations.

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par la COMUE LYON SAINT ETIENNE

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est transmise par le mandataire.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

Les candidatures et offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés

Unité monétaire utilisée : L'Euro

Documents à produire par le candidat sont ceux indiqués à l'article 4 du règlement de consultation :

- Pièces de la candidature :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- a) une **déclaration de candidature** (imprimé DC1 fourni dans le DCE, ou DUME à compléter, ou équivalent) ;
- b) une **déclaration sur l'honneur** datée et signée attestant que le candidat n'entre dans aucune des interdictions des articles L2141-1 à L2141-11 du Code de la Commande Publique (modèle fourni, formulaire DC1, attestations sur l'honneur ou équivalent) ;
- c) une **copie du ou des jugements prononcés**, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- d) **Renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités techniques :**
 - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE).
 - description des moyens matériels détenus et/ou utilisés par l'entreprise, y compris l'équipement informatique et les logiciels (sous format libre, en une page).
 - **L'attestation de Qualification 0317 OPQIBI** ou équivalente.
- e) **Renseignements et/ou documents permettant d'apprécier les capacités professionnelles :**
 - liste des principales prestations de pilotage similaires exécutées au cours des 3 dernières années (références antérieures significatives), indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; les prestations sont prouvées par des attestations

des bénéficiaires ou, à défaut, par une déclaration de l'entreprise candidate (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE).

f) **Renseignements permettant d'apprécier la capacité économique et financière :**

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global de l'entreprise et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché portant sur les 3 derniers exercices disponibles (à indiquer dans le « cadre de candidature » fourni dans le DCE).

En cas de candidature présentée en groupement d'opérateurs économiques, les documents énumérés ci-dessus, exceptée la déclaration de candidature mentionnée au a qui est commune à l'ensemble des membres du groupement, sont à remettre **par chaque membre du groupement**.

Le candidat doit clairement identifier, dans son dossier de candidature, les compétences de chacun des membres du groupement.

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités par tout autre moyen approprié.

Pour justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, peut demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché notamment par un engagement émanant de cet opérateur confirmant qu'il mettra ses capacités à disposition du candidat pour l'exécution du marché public.

Sauf mention contraire sur pièce identifiée, il n'est pas exigé que les pièces de la candidature soient signées.

Pièces devant être produites au plus tard au stade de l'attribution du marché :

Le cas échéant, les candidats en possession des pièces suivantes sont invités à en joindre une copie dès la constitution de leur dossier de candidature :

- a) une « attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales » (dite « attestation de vigilance ») datant de moins de 6 mois, fournie par l'URSSAF ou un autre organisme de Sécurité sociale chargé du recouvrement, ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- b) une « attestation de régularité fiscale » délivrée par l'administration fiscale datant de moins de 3 mois, justifiant que l'entreprise est en règle au regard de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts (IR, IS, TVA) ou un document d'effet équivalent pour les candidats non établis en France ;
- c) un extrait du registre professionnel pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 datant de moins de 3 mois, ou document équivalent, notamment pour les candidats non établis en France ;
- d) les attestations d'assurance décennale et de responsabilité civile pour risques professionnels en cours de validité (avec indication de la nature, de la durée et des montants des garanties) – mettre formulation ;
Concernant l'assurance en responsabilité décennale, le candidat devra fournir une attestation d'assurance décennale si son activité est soumise à cette obligation, en vertu des articles L.

241-1 et L. 243-1-1 du Code des assurances, qui fixent l'obligation d'assurance décennale. Cette couverture concerne les personnes (physiques ou morales) dont la responsabilité décennale peut être engagée en vertu des articles L. 1792 et L. 1792-2 du Code civil.

Si le candidat n'est pas soumis à cette obligation, il pourra fournir, à défaut de l'attestation d'assurance, une attestation sur l'honneur précisant que, compte tenu de la nature de ses activités et du statut de son entreprise, il n'est pas tenu de souscrire une assurance décennale.

- e) un RIB sur un document à part, comportant l'adresse postale correspondant à celle indiquée dans l'Acte d'Engagement ;
- f) pour les cotraitants d'un groupement candidat au marché, une attestation de délégation de pouvoir au représentant légal (ou habilité) de l'entreprise désignée comme mandataire du groupement, pour accomplir tous les actes, signer et remettre tous les documents nécessaires à la passation et l'exécution du marché, au nom et pour le compte du cotraitant concerné, dûment signée par le représentant légal (ou dûment habilité) de l'entreprise mandante (cf. modèle de délégation de pouvoir au mandataire fourni dans le DCE, à remplir par l'entreprise);
- g) l'« attestation travailleurs étrangers » fournie dans le DCE, à remplir par l'entreprise, permettant d'attester qu'elle n'emploie pas de travailleurs étrangers ou, dans le cas contraire, de fournir la liste nominative des travailleurs étrangers qu'elle emploie et qui sont soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste doit comporter, pour chacun de ces travailleurs, toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- h) le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations (DC4 - fourni dans le DCE).

Toutes les pièces doivent mentionner la même adresse que celle indiquée dans l'acte d'engagement.

Si l'adresse de l'établissement réalisant la prestation diffère de celle du siège social, l'acte d'engagement doit préciser :

- **L'adresse de l'établissement responsable de la réalisation de la prestation.**
- **L'adresse du siège social.**

En tout état de cause, les pièces listées ci-dessus devront être produites par le candidat pressenti attributaire du marché avant la conclusion et la notification du marché audit candidat.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chacun de ses sous-traitants, exceptée la pièce visée au f. En cas de groupement, le mandataire remet toutes les pièces mentionnées ci-dessus pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants, exceptée la pièce visée au e, en cas de groupement solidaire (le seul RIB devant être produit étant celui du compte commun ouvert au nom du groupement).

Les documents rédigés en langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Conformément à l'article R2144-7 du code de la commande publique, si un candidat se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le pouvoir adjudicateur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Il en est de même lorsqu'il n'est pas en mesure - dans le délai prescrit - de procéder au remplacement du cotraitant ou du sous-traitant touché par une interdiction de soumissionner conformément aux dispositions de l'article L. 2141- 13 du code de la commande publique.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après le classement des offres, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables et des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

- Pièces de l'offre :

L'offre remise par les soumissionnaires devra comprendre :

- **L'acte d'engagement (A.E.)** du marché, dûment complété (document à ne pas modifier, hormis les passages à compléter identifiés comme tels, sous peine d'irrecevabilité de l'offre) ;
- La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (D.P.G.F.) proposé pour la mission à prix forfaitaire objet du marché, dûment remplie, remise en format Excel et PDF (document à ne pas modifier, hormis les passages à compléter identifiés comme tels) ;
- Une **Mémoire Technique**, de 12 pages maximum hors CV des équipes, comprenant :

a) Thème n°1 : Organisation et qualité de l'équipe dédiée au projet.

Nombre de personnes, compétences représentées et CV, références des projets confiés aux personnes. Il est demandé de préciser l'organisation de l'équipe dédiée au projet, qui sera mise en place durant l'exécution des travaux

b) Thème n°2 : Méthodologie d'établissement et de remise des livrables, adaptée à l'opération

La méthodologie et les différents livrables que le(s) coordonnateur(s) SPS devra (-ont) produire dans le cadre du marché (étude et travaux), il s'agira de préciser :

- Le nom de chaque livrable et son contenu.
- La phase technique à laquelle il sera transmis.
- Sur la base de quels éléments transmis au(x) coordonnateur(s) SPS, ce livrable sera établi.
- Sous quel délai le titulaire du marché diffusera les livrables.

c) Thème n°3 : Suivi de l'exécution des travaux dans le cadre de la mission SPS

Préciser quelle méthodologie de travail le candidat mettra en œuvre pour accomplir une mission SPS performante pour la phase de suivi de chantier et pour les opérations de réception, en insistant notamment sur la relation qu'il entend mettre en œuvre avec le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage et les Entreprises.

d) Thème n°4 : Suivi de l'exécution des travaux en site occupé et limitation des nuisances

Préciser quelle méthodologie sera mise en place pour répondre aux enjeux spécifiques de prévention des risques et de protection de la santé vis-à-vis du déroulement des travaux en site occupé. *Il est attiré l'attention du titulaire sur le fait que les travaux seront réalisés en site occupé de part l'utilisation concomitante durant les travaux de certains étages du bâtiment par centrale Lyon et le laboratoire BVPAM, mais également par la présence sur site des usagers du campus, ainsi que par le démarrage de travaux sur les bâtiment avoisinant et le parking devant le bâtiment.*

Le dossier sera transmis au moyen d'un seul pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

Le jugement des offres reçues sera effectué, après élimination des offres anormalement basses, inappropriées, irrégulières (et non régularisables) et inacceptables, dans le respect des principes

fondamentaux de la commande publique, selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

CRITÈRES ET SOUS-CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES	PONDERATION
Critère n°1 - PRIX	30%
Critère n°2 – VALEUR TECHNIQUE	70 %
2.1. Organisation et qualité de l'équipe dédiée au projet	20 points
2.2. Méthodologie d'établissement et de remise des livrables, adaptée à l'opération	20 points
2.3. Suivi de l'exécution des travaux dans le cadre de la mission SPS	20 points
2.4 Suivi de l'exécution des travaux en site occupé et limitation des nuisances	10 points

Critères d'attribution : Les modalités d'analyse et de notation des offres sont indiquées à l'article 6 du Règlement de la Consultation.

Négociations : À l'issue de l'analyse des offres initiales remises par les soumissionnaires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mener une phase de négociation avec les soumissionnaires ayant remis **les 3 offres initiales** les mieux classées.

Si le nombre d'offres reçues est inférieur à **3**, la négociation sera menée avec tous les soumissionnaires. Les soumissionnaires concernés recevront une invitation à négocier du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. L'ensemble des modalités concernant la négociation sont indiquées à l'article 7 du Règlement de la Consultation.

Date limite de réception des offres : 16.07.2025 à 12h

Date limite de réception des questions : 03.07.2025

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur : A2025.021

Renseignements complémentaires : Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande écrite, 14 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2794718&orgAcronyme=f2h>

Une réponse sera alors adressée à tous les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier après identification au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.

Le DCE est disponible en téléchargement sur le profil acheteur de l'Université de Lyon (accès libre, direct et complet).

L'instance chargée des recours est le Tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 Lyon cedex 03.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23.07.2025

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2794718&orgAcronyme=f2h>

Adresse internet à laquelle les offres/candidatures/projets/demandes de participation doivent être envoyés : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2794718&orgAcronyme=f2h>